



Radhi Meddeb Président d'Ipemed

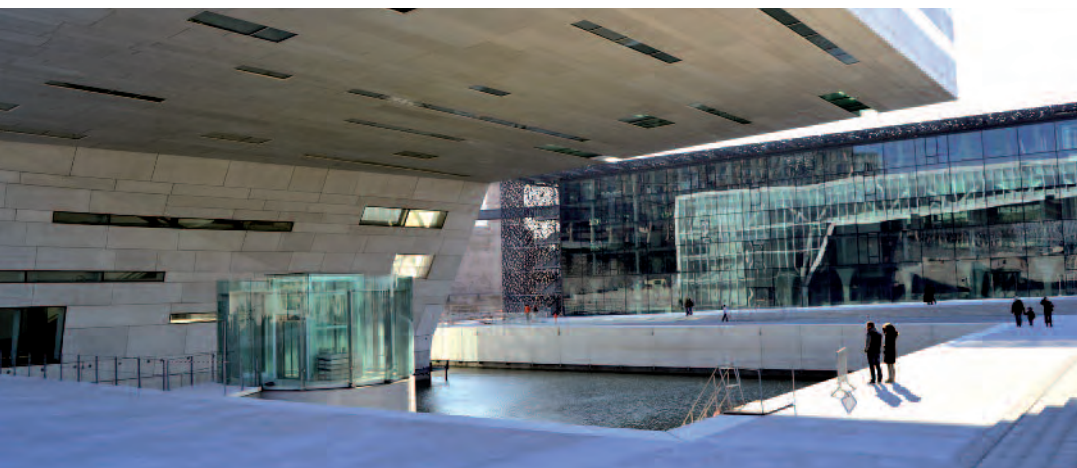
Le Printemps de l'engagement citoyen

► MedESS 2013, le Printemps de l'engagement citoyen a tenu sa première édition à Tunis les 2, 3 et 4 mai. Près de six cents personnes se sont mobilisées pour cet événement. Ipemed y a participé aux côtés de la Macif, du Crédit coopératif de France, de la Caisse des Dépôts et de Gestion du Maroc, de la Caisse des Dépôts et Consignations de Tunisie et de bien

d'autres acteurs méditerranéens. Pas moins de cinquante initiatives citoyennes y ont été présentées et ont permis de mesurer l'étendue et la diversité de l'économie sociale et solidaire. Trois engagements ont été pris. D'abord le chantier de la formation au management dans l'ESS, avec pour objectif la création d'une école méditerranéenne multisites ; c'est le projet Campus MedESS. Ensuite la constitution de pôles de compétitivité territoriaux pour accompagner les entrepreneurs de l'ESS des pays riverains ; c'est le projet Réseau CitESS. Enfin, la mise en place de solutions financières et de garanties macrorégionales adaptées avec notamment le fonds

d'investissement CoopMed, qui devrait être opérationnel début 2014. Selon une étude menée par Ipemed et dont les premiers résultats ont été présentés à Tunis, l'économie sociale et solidaire est encore à des niveaux embryonnaires dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Elle correspond pourtant à des besoins en matière de création d'emplois et de réponses aux exigences des populations pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Son potentiel est immense. Elle n'est pas une alternative aux secteurs public ou privé. Elle devrait venir les épauler dans des créneaux où ni l'un ni l'autre ne sont effectifs et opérationnels.

ÉDITO



EUGÈNE CANTIER

Lieu dédié à l'espace méditerranéen, la Villa Méditerranée a été inaugurée en présence de Martin Schulz lors du sommet des présidents des Parlements de l'UPM à Marseille.

DOUBLE DÉMARCHE Cette double démarche montre l'engagement de Martin Schulz pour faire de cette zone une priorité pour l'Europe, ce qui n'est pas le cas actuellement, en dépit de nombreux discours sur le soutien apporté aux soulèvements dans les pays arabes. Il considère que « l'Union européenne est en train de rater une chance historique ». Le prétexte de la crise dans les pays du Nord est régulièrement avancé pour justifier la réduction des moyens alors que les besoins sont considérables dans tous les domaines.

Les pays méditerranéens sont souvent au cœur de l'actualité car ils vivent une période agitée, mais comment peut-il en être autrement ? Ne sombrons pas dans le pessimisme pour autant, car des rebondissements peuvent encore avoir lieu, tout comme le regard idéalisé de la dynamique révolutionnaire doit être tempéré par la réalité. Travaillons ensemble, pays riverains de la Méditerranée, pour un avenir commun et ne tombons pas dans le piège du repli sur soi en passant à côté des sociétés qui se sont remises en marche.

Agnès Levallois

1. La Jordanie a pris en charge en avril 2013 pour une année la présidence de l'Assemblée parlementaire de l'UPM.

Passer aux actes

CRÉER UNE COOPÉRATION BASÉE SUR LA COMPLÉMENTARITÉ: TELLE EST L'UNE DES CONCLUSIONS DU RAPPORT D'IPEMED SUR LES RELATIONS EUROPE-MÉDITERRANÉE-AFRIQUE DU NORD. MAIS, POUR Y ARRIVER, IL FAUT DES MESURES CONCRÈTES.

Que faire pour donner un nouvel élan aux relations entre les deux rives de la Méditerranée ? Cette interrogation est celle de Martin Schulz, président du Parlement européen, qui, pour clôturer son mandat de président de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée¹, a non seulement organisé le premier sommet des présidents des Parlements de l'UPM à Marseille mais a également demandé au Comité d'orientation politique d'Ipemed une étude prospective sur les relations Europe-Méditerranée-Afrique du Nord. Les conclusions du rapport, présentées à Bruxelles devant la commission politique de l'AP-UPM, ont reçu des

parlementaires un accueil des plus positifs car la démarche proposée est celle d'une coopération basée sur le respect et la complémentarité. Elle relance de fait l'UPM avec une approche concrète, laquelle doit être soutenue par une volonté politique. Mais la préoccupation première des parlementaires est de transformer ces propositions en action, qu'elles deviennent réalité pour les populations concernées. En effet, le moment révolutionnaire qui a vu la chute des « anciens régimes » est passé, ainsi que les élections. L'heure est donc à la gestion de l'économie et du social sans laquelle de fortes tensions pourront de nouveau se manifester.



LA SOCIÉTÉ CIVILE AU CŒUR DU PARTENARIAT EURO-MÉDITERRANÉEN

La Méditerranée a connu une actualité dense au cours du mois d'avril avec différentes rencontres. La nécessité, l'intérêt d'un renforcement des liens entre les deux rives ont été sans cesse rappelés avec le souci de mettre le citoyen au centre de ce partenariat.

FONDATION ANNA LINDH

Un forum sur la citoyenneté

● Le forum civil de la fondation s'est tenu du 4 au 7 avril à Marseille sur le thème *Citoyens de la Méditerranée*. Quelques 1 500 personnes venant de quarante-quatre pays de la région euro-méditerranéenne y ont participé. Parmi les nombreuses propositions élaborées :

- une action durable pour la Syrie car on ne peut pas être un citoyen pour la Méditerranée sans l'être pour la Syrie. Le passage à l'action est donc une nécessité pour préparer la société civile à l'après conflit ;
- la mobilité, point fondamental pour relancer le partenariat ;
- l'importance du travail sur les thèmes de la citoyenneté et de l'éducation, avec le premier manuel euro-méditerranéen sur l'apprentissage de la citoyenneté interculturelle à l'école, a été soulignée ;
- l'initiative *Citoyens pour le dialogue*, fondée par la Commission européenne, a été officiellement intégrée comme action de la fondation Anna Lindh pour les deux prochaines années.

Le président du Parlement européen, Martin Schulz, a qualifié le forum de «*réel succès*» et a déclaré que «*la relance fructueuse du dialogue euro-méditerranéen doit être basée sur la mobilisation de la société civile, des citoyens pour la Méditerranée*».

Les représentants des parlements de l'UPM réunis autour de Martin Schulz le 7 avril à Marseille.

UPM

Sommet des présidents des Parlements

● Réunis à Marseille les 6 et 7 avril, les présidents des Parlements de l'Union pour la Méditerranée (UPM) ont affirmé que les réformes démocratiques en cours au Sud et à l'Est de la Méditerranée devaient être menées par des Parlements forts, dotés de ressources humaines et d'infrastructures suffisantes. Ils ont demandé que la pleine représentation des femmes sur les listes électorales et au sein de groupes parlementaires soit assurée. Ils ont également appelé à la mise en œuvre accélérée des projets concrets de l'UPM, notamment dans le domaine des énergies renouvelables.

Le président du Parlement européen a profité de l'occasion pour déplorer une fois encore le désintérêt des gouvernements des deux rives : «*Si les Parlements sont la nouvelle source de légitimité dans le monde arabe en transformation alors l'Assemblée parlementaire de l'UPM doit, elle aussi, être la nouvelle source de la légitimité des relations euro-méditerranéennes renouvelées.*»

Après une année assurée par le Parlement européen, la Jordanie prend en charge la présidence de l'Assemblée parlementaire de l'UPM. Pour le président de la Chambre des députés de la Jordanie, Sa'ad Hail al-Sourour, «*la réactivation d'un dialogue parlementaire euro-méditerranéen est d'une importance capitale pour renforcer la confiance mutuelle*». Le nouveau président de l'Assemblée parlementaire a appelé au renforcement des contacts avec la société civile, à mettre l'accent sur le chômage des jeunes et sur les problèmes liés à l'eau, aux déchets et à l'énergie.

5+5

Dixième réunion des ministres des Affaires étrangères

● La réunion s'est tenue en Mauritanie le 16 avril et a adopté la *Déclaration de Nouakchott* qui traduit la volonté des ministres des Affaires étrangères de raffermir les liens de coopération en Méditerranée occidentale. Ceux-ci considèrent en effet que le Dialogue 5+5 est le «*noyau dur de la coopération euro-méditerranéenne et représente un modèle de partenariat Nord-Sud susceptible de consolider les complémentarités et les solidarités entre les deux rives de la Méditerranée occidentale*». Ce sont les termes du communiqué du ministère mauritanien qui a aussi proposé que le 5+5 s'ouvre à la société civile, aux hommes d'affaires, aux acteurs économiques et aux jeunes. Enfin, la situation au Mali et la crise syrienne ont été abordées. La prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères du Dialogue 5+5 se déroulera à Lisbonne en avril 2014.

Conférence des ministres de l'Intérieur

● Peu de temps avant la réunion du dialogue 5+5 s'est tenue la quinzième conférence des ministres de l'Intérieur de la Méditerranée occidentale du 5+5 à Alger. Une rencontre importante, vu le contexte régional où se trouve le Sahel après l'intervention française au Mali. Des conclusions concrètes et opérationnelles ont été adoptées en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé. Un consensus s'est dégagé pour prévenir le financement du terrorisme à travers l'interdiction de paiement de rançons et des mesures pour sécuriser les frontières.

Que devient la sécurité euro-méditerranéenne avec les révolutions arabes ?

PASCAL CHAIGNEAU,
PIERRE PASCALLON
(DIR.)
L'Harmattan, 2013



Cet ouvrage collectif, dirigé par Pascal Chaigneau et Pierre Pascallon, reprend les actes d'un colloque de juin 2012 consacré à l'impact des révolutions arabes sur la sécurité de l'espace euro-méditerranéen et ce, sept ans après la parution de *La politique de sécurité autour de la Méditerranée, lac de paix*. Questionnant le concept de Printemps arabe au-delà de son utilisation journalistique, il offre une vision transversale des mutations en cours, à travers des dossiers thématiques puis régionaux. La bibliographie établie par Pierre Pascallon illustre l'objectif pédagogique de ce nouvel opus, dont les éléments d'analyse restent d'actualité.

K. R.

Les nouveaux modèles migratoires en Méditerranée

Hommes & Migrations,
n°1300, novembre-
décembre 2012



Dans la revue *Hommes & Migrations*, Abdelkader Djeflat constate que «la question migratoire constitue toujours la pierre d'achoppement entre les gouvernements des pays des deux rives de la Méditerranée, notamment des pays du Maghreb et des pays francophones comme la France et la Belgique». «Le n'importe quoi et le moins que rien», qui ressort de l'analyse de la presse française réalisée par Mustapha Harzoune, appelle plus que jamais à donner du sens aux «nouveaux modèles migratoires en Méditerranée». Le dossier, coordonné par Messamah Khelifa et Aïssa Kadri, ne se limite pas à une analyse économique des migrations. Il donne la parole à des chercheurs avec des témoignages et des analyses de terrain, avec toujours le même objectif : rendre visibles et

intelligibles les parcours des nouvelles figures migratoires, prises dans leur diversité, dans leur complexité sociale et économique. En filigrane, le lecteur, qui garde en mémoire le «traitement des demandeurs d'asile en Italie», l'article de Michela Morroi, s'interroge sur la nécessité de «reconstruire un modèle migratoire durable» (Messamah Khelifa) à l'échelle de la région.

K. R.

EN TÉLÉCHARGEMENT

Le Maghreb vu de Chine : perceptions et orientations au lendemain des printemps arabes

ALICE EKMAN
Note de l'Iffri, février 2013

Dans cette note de l'Iffri, Alice Ekman évalue l'impact des mouvements de protestation dans le monde arabe sur les orientations stratégiques de la Chine dans la région. Elle rappelle que le pays a noué des relations bilatérales avec l'Algérie, le Maroc ou l'Égypte dès les années 1950 (1964 pour la Tunisie), période durant laquelle «la reconnaissance officielle de la République populaire de Chine aux dépens de la République de Chine (Taïwan) [était] un objectif majeur de la politique étrangère de Pékin». Au début des années 1980, Deng Xiaoping a fait du développement économique du pays une priorité, d'où la promotion d'une politique «extrêmement passive et réactive au Maghreb, dont il reste aujourd'hui des traces». Désormais, selon Alice Ekman, le renforcement des relations diplomatiques et économiques entre la Chine et les pays d'Afrique du Nord s'explique – et s'expliquera au lendemain des Printemps arabes – d'abord par sa politique de sécurité énergétique (priorité renforcée ces dernières années).

La stratégie chinoise d'internationalisation des grandes entreprises (*go global policy*), adoptée en 2001, est un autre facteur de développement de la présence chinoise, tout comme l'accès aux marchés locaux. Sur ce point, Alice Ekman constate que «l'intérêt de Pékin pour le Maghreb est plus complexe qu'en Afrique subsaharienne où la stratégie d'approvisionnement en matières premières prédomine largement. De fait, le positionnement affiché de certains pays du Maghreb (Maroc

et Égypte) comme plateformes d'exportation à destination des marchés alentours représente un atout considérable aux yeux de la Chine». Atout d'autant plus pertinent que, depuis la crise financière de 2008, la majorité des pays de la région affichent leur volonté d'intensifier leur coopération avec Pékin. Côté chinois, ces facteurs ont fait émerger des partenaires privilégiés : Égypte, Algérie, Libye et, dans une moindre mesure, Maroc et Tunisie. Mais l'auteur appelle à ne pas pas minimiser les enjeux de politique intérieure dans les relations sino-arabes, voire sino-musulmanes, dont la stabilité du Xinjiang, province à majorité musulmane, et la promotion de son *soft power*. Non seulement le Maghreb n'est pas une zone prioritaire pour Pékin, mais «il n'existe pas de stratégie coordonnée à l'échelle du monde arabe». Alice Ekman explique cela par l'intérêt récent de la Chine pour la région, l'éloignement géographique, l'influence encore forte de l'approche «profil bas», «l'absence de coordination institutionnelle renforcée par le manque de ligne idéologique directrice au profit d'une approche pragmatique dépendante du contexte et des opportunités». À cet égard, l'auteur affirme que les Printemps arabes ont fragilisé les alliances traditionnelles et révélé les failles de l'approche chinoise, dont le manque d'évaluation des risques opérationnels dans la région, corrélé à un défaut d'expériences et de connaissances, notamment de la langue arabe. Dans ce contexte, on comprend la nécessité pour les autorités chinoises d'anticiper davantage les risques pesant sur les intérêts et les ressortissants chinois. Néanmoins, l'auteur conclut que «d'un point de vue plus général, rien n'indique que les Printemps arabes ont significativement modifié la vision chinoise de la région Maghreb-Moyen-Orient». Pourtant si un réajustement stratégique est encore loin, l'auteur souligne que les perceptions chinoises des Printemps arabes ont eu un impact sur la politique intérieure : la crainte d'un effet domino a abouti à un renforcement du contrôle des médias et à «une prise de conscience renforcée de la part des autorités de la force et de la menace que peuvent représenter les mécontentements populaires comme risques de crise intérieure». D'où l'octroi de concessions à certains mouvements locaux de contestation.

Kelly Robin

Marseille,
6 avril 2013.
Martin Schultz,
lors du sommet
des présidents
des parlements
de l'Union
pour la
Méditerranée.



Le président du Parlement européen, Martin Schulz, exprime sa vision de l'UPM et fait le point pour Ipemed sur la réunion des présidents des parlements nationaux des pays membres de l'Union pour la Méditerranée qu'il a organisée, pour la première fois, les 6 et 7 avril derniers.

« La relance de l'UPM se fera par la voie parlementaire »

Pourquoi cette réunion et quel bilan en tirez-vous ?

Jusqu'à présent, l'UPM a été injustement négligée par les gouvernements. En tant que président du Parlement européen, dès le début de mon mandat, je me suis engagé pour la Méditerranée et la relance de l'UPM par la voie parlementaire. En assumant pour un an la présidence de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UPM), j'ai pris la décision de rassembler les présidents des parlements des quarante-deux pays de l'UPM pour un sommet à Marseille qui s'est tenu les 6 et 7 avril. Il fallait donner un signal fort

de l'attachement politique des représentants des citoyens à l'UPM et, surtout, la doter d'une légitimité démocratique qui lui faisait défaut.

Sur la question du bilan, je retiens que nous avons adopté pour la première fois une déclaration commune qui appelle les gouvernements à honorer leurs engagements financiers et qui plaide pour un parlementarisme fort que nous jugeons indispensable pour réussir les transitions démocratiques en cours sur la rive sud.

Vous avez présidé pendant un an l'Assemblée parlementaire de l'UPM. Quelles conclusions tirez-vous de cette

présidence et du processus d'Union pour la Méditerranée ?

Une grande partie de mon mandat a été consacrée à la mobilisation des commissions de l'AP-UPM, donc des parlementaires de cette assemblée pour accompagner politiquement et soutenir la mise en œuvre des projets dont est chargé le secrétariat de l'UPM à Barcelone. D'ailleurs, il faut dire que ce secrétariat a sous le coude des projets concrets et nous pensons que, si l'UPM veut garder sa crédibilité, l'année 2013 doit devenir celle de leur mise en chantier. C'est le message principal que l'Assemblée a porté sous ma présidence.

Abderrahmane
Hadj Nacer
et Carmen
Romero
exposent leur
rapport.



COMITÉ D'ORIENTATION POLITIQUE D'IPEMED

Europe-Méditerranée-Afrique du Nord : les pistes pour une collaboration efficace

● Martin Schulz a demandé au Comité d'orientation politique d'Ipemed de rédiger une note prospective sur les relations Europe-Méditerranée-Afrique du Nord. Les conclusions de ce rapport ont été présentées le 11 avril 2013, à Bruxelles, devant la commission politique de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UPM). De nombreux parlementaires, notamment du Sud et de l'Est de la Méditerranée, étaient présents lors de sa présentation par Carmen Romero et Abderrahmane Hadj Nacer, coprésidents du Comité d'orientation politique d'Ipemed. La qualité du rapport a été saluée. Le constat, les pistes de collaboration concrètes avancées et les projets détaillés

ont été appréciés car de nature à accompagner la relance du projet de l'Union pour la Méditerranée. Les parlementaires ont mis en avant la nécessité d'articuler les objectifs de ce rapport avec l'existant, en particulier avec le secrétariat de l'UPM. Martin Schulz et Tokia Saïfi, présidente de la Commission politique de l'AP-UPM souhaitent que le rapport fasse, lors d'une prochaine réunion de la délégation du parlement européen à l'AP-UPM, l'objet d'un suivi avec une présentation ciblée de quelques projets phares comme la Conférence pour la solidarité et la coopération en Méditerranée, la Communauté énergétique ou encore la Banque régionale de développement.

LES POINTS CLÉS DU RAPPORT

Le tournant historique que représentent les soulèvements dans les pays du Sud ainsi que le faible dynamisme économique et les poussées identitaires dans les pays du Nord obligent à relever le défi du renouvellement des relations entre les deux rives. Les auteurs ont une approche basée sur quatre éléments fondamentaux : fonder toute construction commune en lien avec les sociétés ; accepter le principe de mise en œuvre des projets à géographie variable ; rééquilibrer les relations sur une base vraiment égalitaire et conforter la *Méditerranée des projets*. Pour cela, une démarche en deux temps est préconisée. Du concret à court terme, permettant d'élaborer des projets

intelligibles pour les sociétés : faire de la sécurité générale le socle d'un pacte de confiance ; affronter ensemble la question des captations illicites en assurant la traçabilité de l'argent issu de la corruption ou du narcotrafic ; fonder la Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie ; créer une Banque de développement pour la région ; penser sereinement les mobilités ; relever des défis environnementaux... À plus long terme, construire une vision commune en se donnant les outils du dialogue à travers un forum permanent entre l'Europe et les pays arabes. Cela pourrait être une Conférence pour la solidarité et la coopération en Méditerranée.
> Le rapport est consultable sur www.ipemed.coop

Quelles sont les priorités à mettre en œuvre pour relancer ce processus ?

L'UE est en train de rater une chance historique. Je le dis et le redis ! Au Sud, les sociétés se transforment sur la base de valeurs que nous partageons. Nous avons tous entendu ces sociétés et surtout la jeunesse réclamer de la dignité, de la liberté et de l'ouverture démocratique. Que fait-on à Bruxelles et dans les capitales européennes ? On réduit les moyens. Ça ne va pas ! Les besoins en investissements sont considérables dans les infrastructures, l'éducation, les énergies ou l'eau. Les pays de la rive nord ont des savoir-faire à partager. Avec de la volonté, nous pouvons faire de la Méditerranée une zone de croissance partagée aussi bien pour le Nord que pour le Sud.

Ipemed vous a remis un rapport pour refonder les relations euro-méditerranéennes. Quels points ont retenu votre attention ?

Permettez-moi avant tout de saluer les rédacteurs de ce rapport qui nous est d'une grande utilité : le coprésident

Abderrahmane Hadj Nacer et ma chère collègue, coprésidente également, Carmen Romero López. Ce rapport présente de nombreuses propositions innovantes pour faire de l'Euro-Méditerranée une grande région d'influence mondiale, un objectif qui m'est cher. La première chose que je retiens est la nécessité de repenser nos partenariats sur une base égalitaire et solidaire. Il convient ensuite, comme le précise le rapport, d'inscrire ces partenariats dans une logique de développement durable, concrétisée sur le terrain, à travers « *l'approche par les projets* », qui est d'ailleurs celle de l'UPM.

Je retiens surtout qu'on peut très vite avancer sur la mise en place d'une communauté euro-méditerranéenne de l'énergie. Contrairement aux idées reçues, les moyens financiers sont là, même au Sud, d'où l'intérêt de doter cette région d'une banque de développement, comme cela s'est fait en Europe orientale au moment des transitions démocratiques. Finalement, je partage cette nouvelle vision stratégique pour un avenir commun.

Au-delà de l'UPM, quelle devrait être la place de la Méditerranée dans la politique internationale de l'UE ?

Nous ne pouvons pas nous enfermer dans des logiques nationales et ne voir dans la Méditerranée qu'une frontière d'insécurité. La Méditerranée reste un formidable laboratoire de la mondialisation où se joue l'avenir prospère d'une communauté de destin de 800 millions de personnes, si nous le voulons.

La place de l'Europe dans le monde se construira avant tout sur la proximité et la complémentarité qu'elle aura avec son voisinage. Seuls de grands ensembles géo-économiques intégrés peuvent créer de la richesse, de la croissance et des échanges.

Les conditions d'un tel développement allant de l'Europe à l'Afrique sub-saharienne sont connues. Faire de l'Euro-Méditerranée une des régions les plus dynamiques du monde à l'horizon 2030 doit être l'objectif prioritaire de la politique étrangère de l'UE.

Propos recueillis
par Agnès Levallois

Ipemed a participé à trois manifestations au Maghreb entre le 25 avril et le 4 mai sur des thématiques dans la lignée de ses travaux.

> Les comptes-rendus détaillés des conférences sont disponibles sur www.ipemed.coop

MEKNÈS, 25 AVRIL

Comment rendre efficace la sécurité alimentaire en Méditerranée ?

Ipemed et le Crédit agricole du Maroc ont organisé une conférence sur la sécurité alimentaire en Méditerranée dans le cadre du salon international de l'Agriculture de Meknès.

L'insécurité alimentaire en Méditerranée a été le point de départ des débats, introduits par Miguel Angel Moratinos, ancien ministre, conseiller diplomatique du Qatar National Food Security Programme. Il en a énuméré les causes, qui sont à la fois conjoncturelles et structurelles, avant de parler des fragilités et défis à relever : croissance démographique, change-

ment climatique, difficultés d'approvisionnement en eau, etc.

Jean-Louis Guigou, délégué général d'Ipemed, a pointé du doigt le retrait des États avec la fin des politiques de stockage aux États-Unis, en Europe et au Canada, et la volatilité des prix. À titre d'exemple, la tonne de blé est passée de 150 dollars en 2010 à 300 dollars aujourd'hui. Pour Lucien Bourgeois, économiste, consultant, membre de l'Académie d'agriculture de France, chargé d'animer la rencontre, «*le pilotage par les marchés et l'abandon de la régulation, en particulier par les stocks, favorisent la volatilité des prix*», responsable de l'inflation sur les produits alimentaires.



Lucien Bourgeois, membre de l'Académie d'agriculture de France.

Tariq Sijilmassi, président du Crédit agricole du Maroc, et Jean-Louis Guigou.



Jean-Louis Guigou, délégué général d'Ipemed.

Quant à Michel Petit, ingénieur agronome (INAPG), professeur associé au CIHEAM IAMM de Montpellier et ancien directeur du département agriculture et développement rural à la Banque mondiale, il a abordé la question des rendements. Irrité de voir un grand nombre d'analyses décrier les excès du productivisme au niveau mondial, il a rappelé les progrès considérables réalisés ces cinquante dernières années et a insisté sur les perspectives de croissance de la demande, qui appellent d'ici à 2050 à une augmentation de la production de 70 %.

Tariq Sijilmassi, président du Crédit agricole du Maroc, est intervenu sur la nécessité de mettre en place un label méditerranéen, notamment sur l'huile d'olive, les pays méditerranéens étant concurrencés par les puissances émergentes. Comme Miguel Angel Moratinos, il souhaite «*défendre un patrimoine commun au nom de la diète méditerranéenne*». Enfin, un appel à un élan politique pour renforcer la coopération régionale euro-méditerranéenne a été lancé par Miguel Angel Moratinos, non seulement entre l'Europe et l'Afrique du Nord, mais aussi avec l'Afrique subsaharienne car, selon lui, la complémentarité entre l'Europe et la rive sud de la Méditerranée en matière agricole et de sécurité alimentaire est essentielle. ■

Kelly Robin et Agnès Levallois

CASABLANCA, 26 AVRIL

Colocalisation : réalité marocaine et perspectives de développement

Le Conseil du développement et de la solidarité (CDS), think tank marocain indépendant, et Ipemed ont organisé une manifestation pour exposer les expériences réussies de colocalisation au Maroc. La rencontre a eu lieu quelques semaines après la visite de François Hollande qui a appelé à repenser la relation France-Maroc autour du concept de colocalisation.

Mohamed Benamour, président du CDS, a appelé à prendre prétexte de la crise qui touche les deux rives de la Méditerranée pour s'orienter vers « une politique audacieuse basée sur des concepts de co-investissement et de colocalisation ». D'un côté, le Maroc

« est idéalement placé pour jouer un rôle de hub pour les IDE » en Afrique, a-t-il avancé, « la France, quant à elle, est le premier investisseur au Maroc, avec un milliard d'euros annuels ».

DÉFINIR LA COLOCALISATION Il convient de définir le terme de colocalisation. Alors que la délocalisation fait référence à un départ et à une fermeture, la colocalisation, selon Jean-Louis Guigou, implique l'ouverture d'un établissement complémentaire sans la fermeture du premier. Dominique Bocquet, contrôleur général économique et financier au ministère français des Finances, auteur de l'ouvrage *Pour une mondialisation raisonnée*, a rappelé que le thème des colocalisations avait été lancé en juillet 2012 par Nicole Bricq, comme élément de la relation bilatérale entre les rives nord et sud de la Méditerranée. Il s'agit selon

lui d'une révolution productive. Les colocalisations introduisent en effet le partage des tâches et une nouvelle étape qualitative, la segmentation internationale des processus productifs, qui a trouvé dans certains secteurs comme l'aéronautique et l'automobile son expression la plus complète.

Après des témoignages de *success stories*, l'économiste Larabi Jaidi a conclu qu'avec la colocalisation, « il s'agit de réfléchir ensemble non seulement sur un concept, mais sur un projet », d'autant plus pertinent qu'il va dans le sens de la construction d'un « espace organisé de réseaux articulés de coopération sectorielle ». Et d'ajouter que l'Union européenne a ainsi les moyens de reconquérir sa puissance industrielle tout en accompagnant, au Sud, la création d'un tissu industriel.

K.R. et A.L.

TUNIS, 2-4 MAI

Le printemps de l'engagement solidaire

Ipemed a été partenaire de la première édition de MedESS, organisée à l'initiative de la Macif (membre d'Ipemed) et du Crédit coopératif. L'objectif : positionner l'économie sociale et solidaire comme levier d'un développement responsable et créateur d'emplois dans le Bassin méditerranéen.

Nous désirons lancer la construction d'un écosystème méditerranéen favorable au développement des acteurs de l'économie sociale et solidaire, faire tomber les barrières et décloisonner les mondes des institutions, des entreprises « classiques », des entreprises sociales et de la société civile, afin de favoriser des coopérations ambitieuses et opérantes. » L'ambition des organisateurs du MedESS se justifie par la nouvelle donne : crise au Nord, révolutions et transitions au Sud.

Radhi Meddeb, président d'Ipemed, a rappelé que la création d'emplois, 50 millions nécessaires d'ici à 2030, est le premier défi des Psem pour réussir à la fois la transition politique et le décollage économique. Il a insisté sur le fait que l'économie sociale et solidaire fait partie des secteurs qui peuvent aider à enrayer le chômage endémique des jeunes et des femmes. En effet c'est un secteur porteur, qui permet la participation et l'expression de la société civile et préconise une autre façon de faire de l'économie en mettant l'humain au centre des préoccupations. C'est justement une des exigences exprimées par les populations depuis les soulèvements arabes.

MANQUE DE COORDINATION Une multiplicité d'intervenants émerge dans le contrôle et le suivi de l'économie sociale et solidaire, mais avec un manque de coordination. Des outils se créent

comme le réseau maghrébin de l'économie sociale et solidaire (Maghreb-ESS) constitué par la société civile en mars 2013, mais les principaux freins du développement reposent sur les problèmes de commercialisation des produits, l'accès difficile aux moyens financiers, les blocages juridiques et le manque de moyens humains malgré le chômage des jeunes.

En conclusion Gérard Andreck, président du groupe Macif, et Jean-Louis Bancel, président du groupe Crédit coopératif ont souligné que « l'économie sociale et solidaire peut et doit démontrer, par l'exemple, toute la force de son modèle de développement socio-économique. Elle crée de l'activité durable sur les territoires, stimule la participation citoyenne, ne spéculé pas, respecte l'environnement. Elle offre à chacune et à chacun l'opportunité de bâtir son propre destin en libre coopération avec les autres ».

Amal Chevreau et Alexis Ghosn

La Méditerranée après les poussées démocratiques dans les pays arabes

Ipemed a organisé le 3 avril, en partenariat avec l'Iremmo et Jeune Afrique, une rencontre, *La Méditerranée après les poussées démocratiques dans les pays arabes : espace de compromis ?*

Ce débat était animé par Jacques Ould Aoudia, qui a mené, avec Agnès Levallois, des entretiens rassemblés dans un recueil intitulé *Méditerranée : 30 voix pour bâtir un avenir commun*¹.



Jacques Ould Aoudia, chercheur en économie-politique du développement, entouré de Fethi Benslama (à gauche) et d'Omar El Mourabet (à droite).

Jacques Ould Aoudia a évoqué la nouveauté irréversible induite en 2011 par les poussées populaires dans le monde arabe et la prise de conscience par ces sociétés de leur pluralité. S'impose alors de trouver un « *compromis historique* » entre les forces à référent religieux et les forces dites laïques : « *Aucune stabilisation des sociétés arabes ne peut s'établir par l'écrasement d'une de ces forces par une autre.* »

En France, la loi sur la laïcité de 1905, a rappelé Jacques Ould Aoudia, est le fruit d'un siècle de luttes politiques. Le chemin vers ce compromis historique dans les pays arabes sera également fait d'avancées et de reculs, de violences, de conflits et d'échecs car les processus historiques sont longs, non linéaires, et les sociétés, qui hésitent, ne connaissent

pas la solution avant de l'avoir testée. Fethi Benslama, psychanalyste, et Omar El Mourabet, homme politique, deux voix de la Méditerranée, deux parcours, deux approches distinctes se sont exprimés sur le fondement du compromis, entre référent religieux (*charia*) et référent sécularisé (droit humain) avec en ligne de fond les questionnements suivants : la majorité électorale peut-elle « poser » le compromis ? Où s'arrête la religion ? Comment garantir la liberté de conscience ? La fusion entre l'espace citoyen et l'espace religieux interdit-elle toute construction d'un espace citoyen ?

NE PAS DÉRESPONSABILISER Pour Fethi Benslama, « *les populations souhaitent un moratoire sur les débats idéologiques* » et « *veulent surtout que l'on s'occupe d'elles.* »

Quels espaces imaginer alors pour faire plus de place aux jeunes ? Fethi Benslama renvoie aux associations, aux organisations de la société civile et à la nécessité d'établir et de multiplier des espaces d'expression sous toutes leurs formes (cinéma, art, etc.). Que faire sur le plan institutionnel pour que les citoyens contrôlent davantage le pouvoir ? Comment la responsabilité citoyenne peut-elle évoluer dans le monde arabe ? Selon Omar El Mourabet, les hommes politiques ne doivent pas arriver avec un « *pack complet* » de solutions. Les populations testent les islamistes au pouvoir. S'ils ne répondent pas à leurs attentes, il y aura alternance politique. Il appelle à « *ne pas déresponsabiliser les populations en critiquant leur choix* ».

Au-delà de ces interrogations, surgit la question du langage. Fethi Benslama a rappelé la difficulté de penser le compromis à partir de références qui viennent essentiellement de l'Europe et constate une grande avancée : la liberté d'expression. Par ailleurs un intervenant a convoqué l'injonction de Pierre Conesa dans *Méditerranée : 30 voix pour bâtir un avenir commun* à faire une « *psychanalyse collective* ». Sophia Mappa, qui a contribué à l'ouvrage, a ajouté que les mots de l'Occident, *gouvernance, citoyenneté*, ont peu d'effets dans le monde arabe. Selon elle, « *la tutelle européenne est dans les têtes* » et, en regardant l'histoire longue, « *la Méditerranée, sur toutes ses rives, est en guerre permanente* ». Pour Fethi Benslama, « *tous les concepts sont suspects* », et pas seulement la laïcité. Il faut donc les déconstruire. Sur cette « *réflexion critique* », Jacques Ould Aoudia a conclu la discussion.

Kelly Robin

1. Ipemed, Construire la Méditerranée, Paris, 2012.

LETTRE MENSUELLE D'INFORMATION DE L'INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN, UNE ASSOCIATION DONT LE BUT EST DE RAPPROCHER LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE PAR L'ÉCONOMIE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Louis Guigou RÉDACTEUR EN CHEF : Agnès Levallois ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO : Clarisse Boury, Amal Chevreau, Alexis Ghosn, Kelly Robin, Véronique Stéphan PHOTOS : D.R. RÉALISATION : Patricia Jezequel, Alain de Pommereau IMPRESSION : Mouquet (sur papier certifié PEFC) ABONNEMENTS ET CONTACT : communication@ipemed.coop ISSN 2106-8410